

Trump amplifie le nettoyage ethnique

Le 4 février 2025, Nétanyahou, qui vient de ravager la bande de Gaza, qui y a fait tuer au moins 47 540 personnes et blessé 111 618 autres, qui a emprisonné 10 000 otages palestiniens (souvent torturés), qui persécute l'agence humanitaire de l'ONU (UNWRA), qui mène une véritable guerre coloniale en Cisjordanie, qui menace de mettre fin au cessez-le-feu, a été reçu avec faste par le président américain Trump à Washington.

Ce que ce dernier a annoncé est la négation pure et simple du peuple palestinien. Les États-Unis s'empareraient de la bande de Gaza, tandis que la population palestinienne serait déportée vers l'Égypte ou la Jordanie. Ainsi, Gaza deviendrait « une Riviera », selon l'escroc immobilier et animateur de télé-réalité devenu président. Israël pourrait annexer « la Judée-Samarie » (les termes sionistes pour la Cisjordanie). Le chef de l'État sioniste n'a pas caché sa satisfaction. Il a aussitôt demandé à son armée de préparer un plan de « départ volontaire » des Gazaouis.

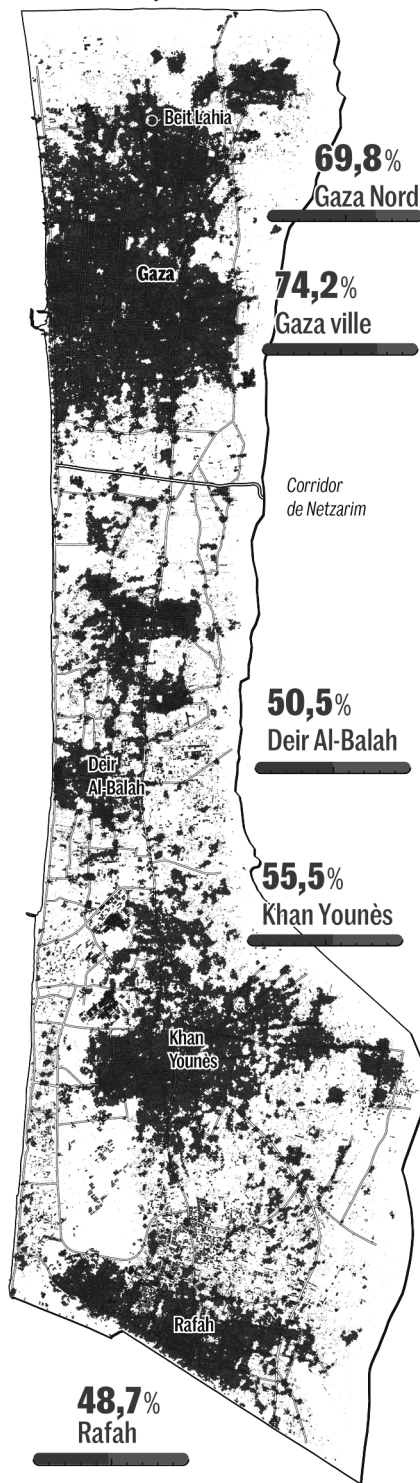
Officiellement, Israël et les États-Unis sont des démocraties. Mais quelle sorte de démocratie décide de l'avenir d'un territoire sans se soucier des 2,3 millions de personnes qui y vivent ? L'État sioniste est bâti, depuis sa conception, sur la colonisation, la discrimination et l'épuration ethnique. Les États-Unis sont nés comme un capitalisme esclavagiste et se sont affirmés comme le capitalisme dominant, n'hésitant pas à renverser des gouvernements élus et à disloquer des États entiers, comme l'Irak, sous des prétextes mensongers. Quel que soit le président, les EU financent, arment et renseignent Israël.

Mais il est difficile à Trump d'envoyer l'armée américaine occuper la bande de Gaza où la résistance n'a jamais cessé. La dictature militaire d'Égypte (qui a interdit les manifestations de soutien à Gaza) et la monarchie jordanienne (qui a écrasé autrefois la résistance palestinienne, qui a interdit les manifestations) ne veulent pas des 2,3 millions de Gazaouis. Les monarchies absolues et salafistes d'Arabie saoudite (qui exploitent féroce les immigrés, dont les Palestiniens, et qui interdisent toute manifestation de soutien) n'en veulent pas non plus et souhaitent se rapprocher d'Israël.

Les États impérialistes européens (qui ont stigmatisé les militants qui soutiennent les Palestiniens comme des anti-sémites et les poursuivent en justice, qui arment Israël)

BÂTI DÉTRUIT OU ENDOMMAGÉ DANS LA BANDE DE GAZA

Situation au 11 janvier



redoutent la révolte populaire contre les États bourgeois de la région (et aussi la mainmise de leur rival américain sur le Proche-Orient). Comme la Chine, ils ont donc protesté contre le plan Trump-Nétanyahou. Ils veulent continuer à faire croire aux Palestiniens qu'ils auraient un jour leur propre État.

Le Président de la République française s'est entretenu par téléphone avec Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République arabe d'Égypte. Ils ont rappelé que tout déplacement forcé de la population palestinienne à Gaza comme en Cisjordanie serait inacceptable, qu'il s'agirait d'une violation grave du droit international, d'une entrave à la solution à deux États et d'un facteur de déstabilisation majeur pour l'Égypte et la Jordanie. (Site de l'Élysée, 5 février)

C'est un leurre. L'ONU a approuvé la partition de la Palestine en 1947. Les accords d'Oslo signés en 1993 par le Fatah sous la pression des États-Unis ont abouti à la constitution de bantoustans (Gaza, Jérusalem Est et Cisjordanie) sous la menace permanente de l'État raciste surarmé.

Partout, y compris aux États-Unis et en Israël, les organisations de la classe ouvrière doivent se prononcer pour : Pas une arme pour Israël ! Départ de la marine américaine de la Méditerranée ! Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés ! Palestine unifiée, démocratique, laïque et multilingue ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

En France, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens est d'empêcher l'envoi d'armements français et d'interrompre toute collaboration militaire avec Israël. Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs : Blocage par le mouvement

ouvrier des livraisons d'armes à Israël ! À bas Bayrou-Retailleau-Darmanin, non à Le Pen-Bardella-Ciotti ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Libre entrée des réfugiés de Gaza !

7 février 2025